


Mouvements de population et besoins humanitaires en Ituri et au Nord-Kivu

Brief 5

9 avril 2025 | République Démocratique du Congo

MESSAGES CLÉS

- Avec respectivement 1 500 000 et 4 200 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée, les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu affichent une des situations les plus préoccupantes du pays.
- Selon une évaluation rapide des marchés menée par REACH dans la zone de santé de Nyiragongo et ses environs, la totalité des commerçant-e-s interrogé-e-s ayant des produits alimentaires à la vente ont signalé **une hausse des prix depuis début février**, principalement en raison de l'augmentation du taux de change et des tarifs imposés par les fournisseurs.
- Dans le territoire de Djugu (Ituri), **le manque de médicaments et de matériel médical ainsi que le coût élevé des soins** figurent parmi les principaux obstacles à l'accès aux services de santé.

 L'escalade régionale dans le conflit opposant des acteurs armés en Ituri a provoqué d'importants déplacements de population vers des zones jugées plus sûres. Dans le territoire de Djugu, environ 13 000 personnes ont été contraintes de fuir la zone de santé de Rethy pour rejoindre des localités de la zone de santé (ZS) de Mangala. Selon une évaluation menée par REACH dans 115 localités du territoire de Djugu, des personnes déplacées internes (PDI) ont été identifiées **dans 84 % des localités évaluées**. **Le conflit armé qui amène un sentiment d'insécurité constant** (voir carte à droite) est la **principale cause de ces déplacements**.

Selon les répondants, la majorité des PDI est actuellement hébergée au sein **de familles d'accueil**.

Dans le Nord-Kivu, les affrontements ont également provoqué d'importants déplacements de population. Dans le territoire de Lubero, environ 19 000 personnes ont trouvé refuge dans la commune de Lubero. Une évaluation menée par REACH dans 97 localités du territoire de Lubero révèle la présence de PDI dans 90 % des localités évaluées. Parallèlement, l'OIM signale **une diminution significative du nombre de PDI** dans les territoires du sud de la province. Des réductions notables ont été observées à Goma (-309 346), Nyiragongo (-243 813), Masisi (-148 791) et Rutshuru (-55 894). Ces baisses du nombre de PDI coïncident généralement avec une forte augmentation des retours vers les localités d'origine.



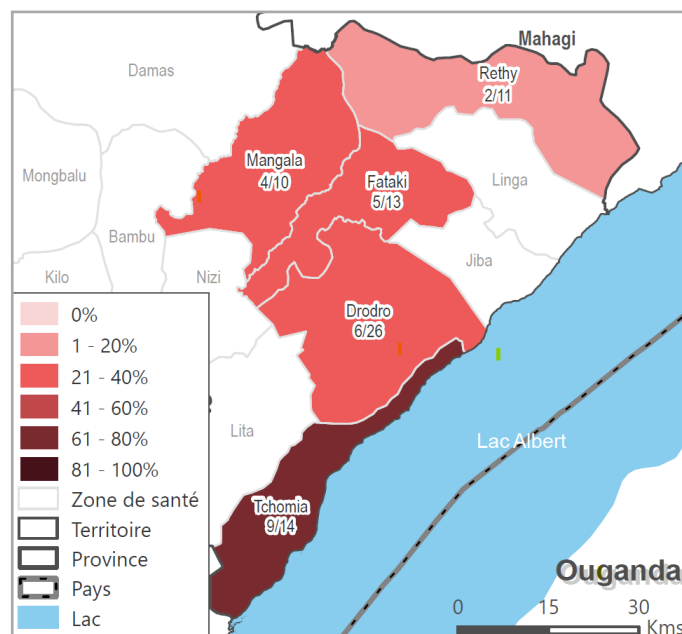
zone de santé de Lita (Credits : Dicky Mpaka)

69%

des localités évaluées dans le territoire de Djugu, n'ont pas reçu d'aide humanitaire au cours des six derniers mois (REACH, 8/04/2025)

84%

des personnes déplacées internes soit 1 495 589 individus, sont retournées dans leurs localités d'origine au Nord-Kivu (OIM, 7/04/2025)



% des localités évaluées, où la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la plupart du temps, d'après les informateurs clés dans le territoire de Djugu, par zone de santé

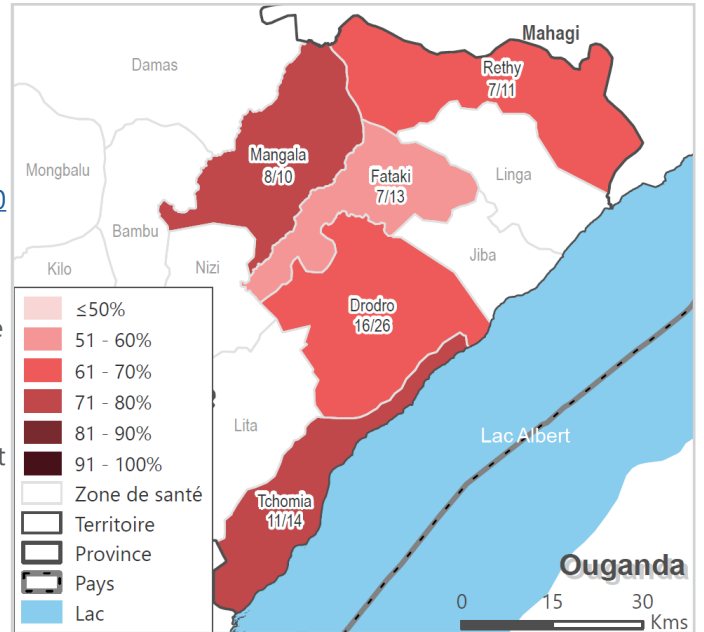


[Dans le territoire de Djugu](#), des personnes retournées ont été signalées dans 72 % des localités évaluées. La principale raison évoquée pour leur retour est la dégradation de la situation sécuritaire dans leur localité d'accueil. La présence de retournés est particulièrement marquée dans les zones de santé de Drodro et Mangala, où la majorité d'entre eux résident dans leur propre habitation. Au Nord-Kivu, [l'OIM](#) rapporte que 84 % des PDI, soit 1 495 589 personnes, sont retournées dans leurs localités d'origine. Les territoires ayant enregistré le plus grand nombre de retours selon les données du 11 mars 2025 sont Masisi (711 596), Rutshuru (598 073) et Lubero (97 017). En complément, [l'évaluation de REACH menée dans le Lubero](#) indique la présence de personnes retournées dans 79 % des localités évaluées, principalement en raison de l'amélioration de la sécurité dans les zones de retour. Par ailleurs, à Walikale-centre, [20 % des personnes déplacées en raison du conflit](#) sont retournées en ville depuis l'application du cessez-le-feu du 19 mars 2025.

Besoins prioritaires



[La sécurité alimentaire](#), en particulier l'accès à la nourriture, demeure le principal besoin exprimé par les communautés déplacées et par les populations hôtes. La dernière mise à jour de l'analyse de la sécurité alimentaire aiguë pour la période janvier - juin 2025 indique qu'environ [1 500 000 personnes en Ituri et 4 200 000 au Nord-Kivu](#) se trouvent en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Les évaluations menées par REACH confirment cette tendance : [dans le territoire de Djugu](#), la majorité des localités évaluées rapportent que plus de la moitié des habitants n'ont pas accès à une quantité suffisante de nourriture, principalement en raison de la destruction de leurs cultures (voir carte à droite). [À Lubero](#), la quasi-totalité des localités évaluées identifient l'accès à la nourriture comme le besoin prioritaire. En outre, [l'OIM](#) dans son évaluation menée dans 138 localités de Goma et Nyiragongo, relève également que les personnes déplacées internes et les retournées identifient la nourriture comme leur besoin principal. Cette situation pourrait encore se détériorer en raison de [la hausse continue des prix des denrées alimentaires](#) sur les marchés et de la [fermeture des établissements bancaires](#), qui limite l'accès des ménages à leurs ressources financières et constitue un frein majeur à la relance des activités économiques.



% de localités évaluées où des cultures ont été détruites au cours des 3 derniers mois selon les informateurs clés dans le territoire de Djugu, par zone de santé



[La santé](#) est le deuxième besoin prioritaire identifié par les PDI et retournées au Nord-Kivu, avec une recrudescence préoccupante d'épidémies comme la rougeole, le choléra et le Mpx. Ces maladies sont aggravées par des [conditions précaires d'eau, d'hygiène et d'assainissement](#) dans les sites de déplacement. Au Nord-Kivu, [des flambées épidémiques](#) ont été signalées dans 48 % des localités évaluées par l'OIM, et l'OMS [rapporte une augmentation préoccupante des cas de Mpx et de rougeole](#). L'accès aux soins demeure également limité [selon l'enquête de REACH dans le territoire de Djugu](#) qui met en évidence des obstacles structurels majeurs, notamment une pénurie critique de médicaments et de matériel médical, ainsi que le coût prohibitif des soins. Une étude complémentaire de l'OIM réalisée en mars 2025 dans 138 localités de Goma et Nyiragongo révèle que [seuls 12 % des localités disposent d'un accès effectif aux services de santé](#).

Retrouvez l'intégralité des produits d'information REACH sur la RDC: [Centre de Ressources](#)

Suivez les publications de REACH sur la crise actuelle: [DRC Emergency Thread](#)

À propos de REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'Acted et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).